**Programme phare du BIT sur
les socles de protection sociale**

**Atelier tripartite et des partenaires du développement en
Afrique de l'Ouest et du Centre sur la mise en place des
socles de protection sociale dans l'Agenda 2030, Dakar du 23
au 25 Mai 2017**

Cérémonie d'ouverture

Dakar, 23 mai 2017

Allocution du Directeur du BIT Dakar

Monsieur le Ministre du Travail, du Dialogue social, des
Organisations professionnelles et des Relations avec les
Institutions du Sénégal,

Monsieur le Représentant des Employeurs du Sénégal,

Monsieur le Représentant des Travailleurs du Sénégal,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Gouvernements du Cabo Verde, du Cameroun, du Sénégal et du Togo,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations d'Employeurs du Cabo Verde, du Cameroun, du Sénégal et du Togo,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de Travailleurs du Cabo Verde, du Cameroun, du Sénégal et du Togo,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires au développement,

Mesdames et Messieurs représentants d'entreprises et de fondations,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations de la société civiles,

Chers Collègues Directeurs et Directrices du Bureau du BIT et Equipe de Travail Décent de Yaoundé, du Bureau du BIT à Abidjan, du Département des Partenariats et de la Coopération au Développement du BIT à Genève, du Département de Protection Sociale du BIT à Genève

Mes chers collègues du Bureau International du Travail, à Dakar, Genève, Lisbon, Praia et Yaoundé.

Distingués participants en vos rangs et qualités respectifs,

Je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements au Gouvernement du Sénégal pour avoir gracieusement accepté d'héberger cet important Atelier tripartite des mandants de l'Organisation internationale du Travail et des partenaires au développement en Afrique de l'Ouest et du Centre sur la mise en place des socles de protection sociale dans l'Agenda 2030.

Permettez-moi également, Distingués Invités et Distingués Participants, de vous remercier d'avoir pu vous rendre

disponibles pour honorer de votre présence cet événement. Merci à vous tous qui viennent d'Abidjan, d'Alger, de Dakar et d'autres villes du Sénégal, de Genève, de Lisbon, de Paris, de Praia, de Turin et de Yaoundé. Je souhaite également vous remercier à l'avance des riches contributions que vous ne manquerez pas d'apporter aux discussions, aux recommandations et plans d'action qui seront le résultat des travaux de cet atelier.

Monsieur le Ministre, je vous réitère la haute appréciation du Bureau international du Travail pour les précieux appuis et contributions que vous personnellement et le Gouvernement du Sénégal portez dans l'accomplissement de l'Agenda du Travail Décent au Sénégal, en Afrique et dans le monde.

Distingués participants et participantes,

Je souhaite que nous nous arrêtions un instant sur la situation qui est malheureusement celle de 78% de la population d'Afrique subsaharienne aujourd'hui : vivre sans protection sociale. Les exclus de la protection sociale ne sont peut-être pas

parmi nous aujourd'hui, dans cette salle, mais nous les voyons tous, tous les jours, dans nos villes et dans nos campagnes, peut-être dans nos familles élargies, dans notre voisinage. Dès qu'ils/elles tombent malades ils/elles doivent vendre un bien ou s'endetter pour se faire soigner, car ils/elles n'ont pas de protection sociale. Lorsque les mamans accouchent, il y a la peur des complications qui pourraient avoir des conséquences désastreuses sur la situation financière de la famille. La famille ne pouvant pas toujours y faire face, la mère et l'enfant sont condamnés à la précarité, par ce qu'ils/elles n'ont pas de protection sociale. Lorsque les exclu(e)s de la protection sociale deviennent âgé(e)s ils/elles sont condamnés à travailler jusqu'à l'épuisement, s'ils/elles ont la chance de trouver du travail, ou bien ils/elles vivent de la gentillesse de leurs enfants, de la générosité des voisins, des œuvres caritatives des institutions religieuses, car ils/elles n'ont pas de protection sociale. Nous pouvons tous imaginer ce que cela signifie de vivre sans protection sociale, il suffit d'ouvrir nos yeux. Mettons-nous à leur place. Nous le savons bien, vous le savez bien : combien d'entre nous, d'entre vous ont dû soutenir un membre de la famille, un voisin, une voisine, un enfant, un(e) handicapé(e),

un(e) inconnu(e) pour accéder aux soins de santé par exemple? Combien d'entre nous, combien d'entre vous, ressentent le poids des charges sociales (en cas d'accident, de maladie, de décès d'un membre de la famille ou tout simplement d'une connaissance). Oui c'est la solidarité africaine et c'est une bonne chose. Cependant, l'absence ou l'insuffisance de mécanismes publics et privés qui donnent l'accès facile de la protection sociale aux populations vulnérables est-elle acceptable? La protection sociale par les mécanismes de solidarité communautaire, familiales découlant de nos bonnes traditions africaines est-elle durable? Je vous laisse répondre.

C'est pourquoi aujourd'hui de nombreux pays africains, les partenaires au développement et l'Union africaine se mobilisent pour la mise en place de socles de protection sociale afin que le droit à la protection sociale devienne une réalité pour tous.

Le droit à la protection fait partie des droits fondamentaux de la personne humaine tel que stipulé dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. En effet, l'article 22 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme dispose : je cite « Toute

personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays ». Fin de citation. Le droit à la protection sociale est également réaffirmé par l'Union Africaine à travers l'Agenda 2063 qui en fait l'une des priorités mais aussi à travers le Cadre de politique sociale africaine, adopté à Windhoek, Namibie, en Octobre 2008 et le Plan de protection sociale en faveur des travailleurs de l'économie informelle et du milieu rural (SPIREWORK) (adopté à Addis-Abeba en 2011). Vos pays ont appuyé à la Conférence Internationale du Travail en juin 2012, l'adoption de la Recommandation No 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale. Vos pays ont adopté auparavant avec d'autres pays africains la Déclaration tripartite de Yaoundé sur le socle de protection sociale. Tout ceci montre que vos pays s'engagent depuis de nombreuses années pour l'extension de la protection sociale à tous.

Vos pays commencent à traduire en actes toutes ces résolutions internationales et régionales en adoptant des stratégies nationales de protection sociale, avec un accent particulier mis sur la couverture sanitaire universelle.

C'est le cas du **Sénégal** avec l'Assurance maladie universelle et la mise en place d'un régime simplifié pour les petits contribuables. Le **Cabo Verde** de son côté a mis l'accent sur les pensions de vieillesse et couvre déjà **85% des personnes âgées**. Le **Cameroun** a mis en place des allocations pour enfants, pour déjà **42%** de cette population, leur facilitant l'accès aux bancs de l'école. Le **Togo** travaille sur l'extension de la couverture d'assurance maladie à un nombre progressivement plus grand de catégories de travailleurs

Vos pays attachent également beaucoup d'importance à l'établissement de liens de coopération étroits avec les partenaires au développement actifs en protection sociale, et à l'organisation régulière d'échanges sud-sud, portant en particulier sur l'urgence de l'extension de la couverture de la protection sociale aux acteurs de l'économie informelle.

Parmi les principaux défis auxquels vos pays ont à faire face dans la mise en œuvre de socles de protection sociale, il y a notamment la taille particulièrement importante de l'économie informelle, l'espace fiscal insuffisant pour pouvoir libérer des ressources servant à financer les socles de protection sociale, ainsi que le manque de coordination des initiatives de protection sociale au niveau des structures publiques, des structures privées et des partenaires au développement.

Pour s'attaquer à ces défis, il faudrait non seulement une volonté politique, un engagement et une détermination à tous les niveaux décisionnels sur la protection sociale, mais il est également indispensable d'asseoir le développement des régimes de protection sociale sur de réelles capacités institutionnelles et techniques.

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, nous avons une opportunité à saisir. Cette opportunité porte le nom : agenda 2030 des Nations Unies ou Objectifs de Développement Durable. En effet, la communauté internationale toute entière

s'est engagée pour la protection sociale dans le cadre de l'Agenda 2030. La protection sociale contribue à l'objectif No1 des ODD – la réduction de la pauvreté. Il s'agit de « Mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que d'ici à 2030 une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient ».

Oui il s'agit de mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous dans moins de 15 ans. Mais comment ? C'est l'objet du Programme phare mondial pour les socles de protection sociale lancé en Janvier 2016 par le BIT et ses partenaires. C'est faire en sorte que les socles de protection sociale, c'est-à-dire les garanties minimums qui devraient être garanties pour tous, deviennent une réalité de l'ensemble des populations de nos pays.

Pour y parvenir, le BIT appuie techniquement un certain nombre de pays parmi lesquels le Cabo Verde, le Cameroun, Sénégal, le et le Togo.

Le BIT développe aussi des outils pratiques, des méthodologies et des paquets de formation qui permettent à tous les acteurs de contribuer à concevoir et mettre en place les socles de protection sociale.

Enfin le BIT mobilisent les différents acteurs – gouvernements, organisations de travailleurs et d’employeurs, société civile, entreprises privées et fondations, agences des nations unies, partenaires techniques et financiers, acteurs de la coopération Sud-Sud, universités et centres de recherche, autour de ce programme au travers de « réseaux » leur permettant de bâtir leur stratégie d’engagement pour les socles de protection sociale, et d’appuyer – chacun à sa manière – le progressif accomplissement de l’objectif commun.

C’est dans le cadre de la mobilisation des différents acteurs de la protection sociale que cet atelier est organisé. Ainsi dans les trois jours que nous serons ensemble :

1. Nous pourrions mieux comprendre les enjeux de la protection sociale et l’immense défi qui est le nôtre.

2. Nous pourrions mieux comprendre les perspectives des uns et des autres, les raisons pour lesquels nous sommes tous prêts à nous engager pour la protection sociale, mais aussi les contraintes et les limites que nous devons chercher à dépasser.
3. Nous pourrions mieux bâtir un avenir commun de protection sociale, celui que nous souhaitons pour nos enfants et nos petits-enfants, au Cabo Verde, au Cameroun, au Sénégal, et au Togo.
4. Nous pourrions adopter des plans nationaux de mise en œuvre de protection sociale et des mécanismes de suivi de ces plans.

Il est vrai que l'Etat est responsable pour la mise en œuvre des socles de protection sociale, mais nous nous devons tous, en tant que membres de la société, y contribuer, par nos idées, par le partage d'expériences Sud-Sud, par notre expertise technique, par nos moyens financiers, par notre capacité de lobbying ou simplement notre volonté de changer le monde pour le meilleur.

Je souhaite donc que cet atelier soit marqué d'une pierre blanche, comme le premier atelier d'engagement multi-acteur autour des socles de protection sociale, vous permettant de comprendre et de trouver les ressources et l'appui qui vous permettront – une fois rentrés au pays – d'agir. Il est temps d'agir pour les socles de protection sociale !

Je vous remercie de votre aimable attention.